

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

ACTIVITÉ ET INVESTISSEMENT EN NETTE ACCÉLÉRATION

ACTIVITÉ SOUTENUE EN 2011 ET OPTIMISME GÉNÉRAL POUR 2012

Agroalimentaire : le chiffre d'affaires est prévu en hausse de + 3,4 % sur l'année, au même rythme qu'en 2010. Les carnets de commandes se sont un peu dégarnis au cours des derniers mois, l'indicateur courant⁽⁷⁾ reculant de 7 points à - 8.

La demande devrait se raffermir à court terme, l'indicateur d'évolution des commandes à six mois remontant à + 22 (après + 15 en novembre). Les prévisions d'activité pour 2012 sont très positives, l'indicateur avancé s'élevant à + 42 (idem mai 2010).

Biens intermédiaires : le CA 2011 est attendu en progression de + 8,0 % en moyenne, dans la continuation de 2010 (+ 7,2 %).
Signe de la reconstitution des stocks dans l'industrie, les carnets de commandes se sont rapidement regarnis, avec un indicateur à + 12, au plus haut depuis fin 2007. La demande est bien orientée, l'indicateur prévisionnel des commandes restant très positif à + 17 (après + 19 en novembre). En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 sont optimistes, avec un solde d'opinion prévisionnel à + 41 (+ 44 en mai 2010).

Biens d'équipement : l'activité accélère, avec une prévision de croissance du CA de + 7,0 % en 2011, après + 4,6 % en 2010. Les carnets de commandes se reconstituent à vive allure : l'indicateur courant a gagné 25 points à + 6 depuis novembre dernier, tandis que l'indicateur avancé pour les six mois à venir progresse encore à + 19 (après + 13).
Aussi bien, les perspectives d'évolution de l'activité l'an prochain sont très positives, l'indicateur avancé restant proche de ses sommets, à + 41.

Biens de consommation : la prévision de hausse du CA 2011 est évaluée à + 3,2 %, en retrait de deux points par rapport à 2010 (+ 5,1 %). Les carnets de commandes actuels sont toujours jugés insuffisants (indicateur à - 6, après - 12) et la demande attendue en faible hausse dans les mois à venir, l'indicateur avancé des commandes perdant 6 points depuis novembre, à + 8.
Les anticipations pour 2012 sont cependant optimistes, avec un indicateur avancé de l'activité à + 40.

L'ACTIVITÉ CROÎT DEUX FOIS PLUS VITE CHEZ LES PMI EXPORTATRICES⁽⁸⁾

La prévision de progression du CA en 2011 est de + 11,0 % pour les "fortement exportatrices", de + 8,4 % pour les "moyennement exportatrices" et de + 4,9 % pour les PMI "non exportatrices". La demande est plus soutenue chez les premières, avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à + 26, contre + 17 pour les "moyennement exportatrices" et + 15 pour les "non exportatrices".

Dans ce contexte, les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 sont nettement plus élevées chez les plus performantes à l'export, dont l'indicateur avancé culmine à + 60.

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions
"en hausse" moins "en baisse"

[Part des PMI concernées]	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2012	
		TOTAL		TOTAL
"fortement exportatrices" (20 %) + 26		+ 60	+ 41	
"moyennement exportatrices" (16 %) + 17	+ 17	+ 44		
"non exportatrices" (64 %) + 15		+ 35		
"innovantes" (53 %) + 22	+ 17	+ 52	+ 41	
"non innovantes" (47 %) + 11		+ 28		

LES PMI INNOVANTES⁽⁹⁾ CONFIRMENT LEUR DYNAMISME

Celles-ci anticipent une progression de + 7,5 % de leur CA en 2011, soit 2,0 % de plus que pour les PMI traditionnelles. L'indicateur avancé des carnets de commandes des premières (+ 22) est sensiblement supérieur à celui des secondes (+ 11). Les PMI innovantes ont très logiquement de meilleures perspectives de croissance en 2012.

(7) Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

(8) 36 % des PMI figurant dans l'échantillon exportent plus de 5 % de leur CA, dont 16 % réalisant plus du quart de leur CA à l'export, appelées "fortement exportatrices". Par convention, on appelle "non exportatrices" celles qui n'exportent pas du tout ou moins de 6 % de leur CA.

(9) 53 % des PMI de l'échantillon sont classées "innovantes". Cf. définition dans la méthodologie p. 22.

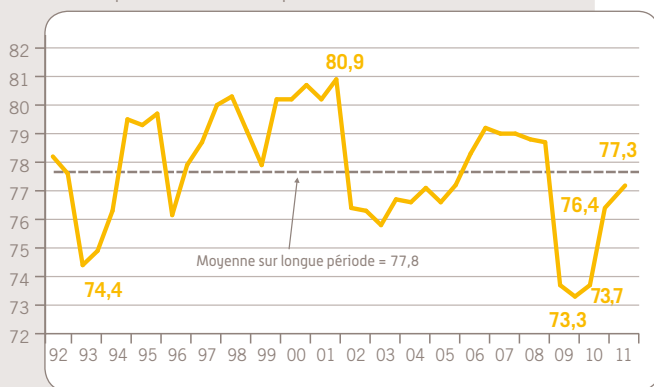
VIF REDRESSEMENT DE L'EFFORT D'ÉQUIPEMENT DES PMI

L'indicateur courant du volume d'investissement culmine à + 15, soit au plus haut depuis la fin des années 1990. Ce brusque rebond intervient après le fort recul des investissements pendant la récession de 2008-2009, suivi d'une stagnation à un niveau très bas en 2010. L'indicateur du volume d'investissement était encore négatif à - 5 en novembre 2010, après un plus bas de - 32 en mai 2009.

Il est maintenant nécessaire pour les entreprises de renouveler un parc d'équipement devenu obsolète, d'autant plus que le taux d'utilisation des capacités installées est remonté à 77,3 %, au voisinage de la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

De forts écarts existent selon les différentes branches industrielles. Le redémarrage est très soutenu dans les biens intermédiaires et assez marqué également dans les biens de consommation. L'accélération des programmes d'investissement est plus lente dans les biens d'équipement, tandis qu'un certain essoufflement apparaît dans l'agroalimentaire.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI EN 2011

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2010) **INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT** (RAPPEL MAI 2010)

IAA	63 % [66 %] →	- 12 [+ 13] ↓
Biens intermédiaires	66 % [51 %] ↗	+ 28 [- 13] ↗
Biens d'équipement	51 % [52 %] →	+ 7 [- 6] ↗
Biens de consommation	56 % [41 %] ↗	+ 10 [- 5] ↗
Ensemble industrie	60 % [52 %] ↗	+ 15 [+ 1] ↗

Source : OSEO

Lecture : 60 % des PMI prévoient en mai 2011 de faire des investissements dans l'année, contre 52 % en mai 2010. En termes de volume d'investissement, 37 % pensent investir plus qu'en 2010 et 22 % moins, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de + 15, contre + 1 en mai 2010.

La reprise de l'investissement est plus prononcée chez les PMI qui pratiquent l'innovation et chez celles qui exportent. L'indicateur du volume d'investissement culmine à + 23 chez les PMI "fortement exportatrices", soit 6 points au-dessus de celui des entreprises "moyennement exportatrices" et 11 points de plus que pour les "non exportatrices". De même, le solde d'opinion s'élève à + 17 chez les PMI innovantes, contre + 12 chez les traditionnelles.

LES PMI ACCROISSENT LEURS EFFECTIFS POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS TROIS ANS

En six mois, l'indicateur courant d'emploi a gagné 15 points à + 17. C'est un rattrapage après le plongeon de 2009, où il était tombé à - 27. Le rebond est le plus fort dans les PMI des biens intermédiaires (indicateur à + 22) et celles des biens d'équipement. La reprise des embauches est plus modérée dans les biens de consommation (+ 7) ainsi que dans l'agroalimentaire (+ 7), les entreprises de cette dernière branche ayant très peu supprimé de postes pendant la crise.

L'emploi progresse plus vite dans les PMI innovantes (indicateur à + 17) que dans les traditionnelles (+ 10). De la même façon, les créations de postes sont plus rapides chez les PMI "fortement exportatrices" (+ 27) et "moyennement exportatrices" (+ 20) que chez les "non exportatrices" (+ 12).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2012 sont très positives, avec un indicateur avancé à + 28, au plus haut depuis mai 2007 (+ 38). Les intentions de recrutement sont plus élevées dans les biens d'équipement (indicateur à + 31) et les biens intermédiaires (+ 30) que dans les biens de consommation (+ 22) et dans l'agroalimentaire (+ 18). Les prévisions d'embauche sont toujours supérieures chez les entreprises présentes sur les marchés étrangers (+ 40 pour les "fortement exportatrices") et chez celles qui sont innovantes (+ 35).

CONSTRUCTION

UNE SITUATION GÉNÉRALE QUI S'AMÉLIORE

REPRISE PROGRESSIVE DE L'ACTIVITÉ TANT DANS LE BÂTIMENT QUE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

Les PME de la construction tablent sur une légère augmentation de leur chiffre d'affaires en 2011 : + 2,2 % dans le bâtiment et + 1,9 % dans les travaux publics.

Les carnets de commandes du **bâtiment** n'ont guère évolué au cours des six derniers mois, l'indicateur courant ressortant à - 2 (après - 4), mais sont attendus en sensible amélioration d'ici la fin de l'année (indicateur avancé à + 12). En conséquence, une certaine accélération de l'activité est anticipée pour 2012, avec un indicateur avancé à + 17.

La situation s'est nettement améliorée dans les **travaux publics** depuis la fin de 2010. L'indicateur courant des commandes est remonté de 27 points en six mois, à - 2, au plus haut depuis l'année 2007. En outre, les perspectives d'évolution à court terme restent satisfaisantes, l'indicateur prévisionnel des commandes étant positif, à + 2. Dans ce contexte un peu plus porteur, les PME des TP anticipent une poursuite du renforcement de leur activité en 2012, avec un indicateur avancé à + 16.

LES EFFECTIFS RESTENT STABLES MAIS POURRAIENT AUGMENTER EN 2012

L'indicateur courant de l'emploi des PME du bâtiment se maintient au voisinage de l'équilibre pour le 3^e semestre consécutif (+ 2 après - 2). Dans les TP, l'indicateur demeure nul après avoir été très négatif jusqu'à la mi-2010 (- 19).

Avec des carnets de commandes qui se regarnissent quelque peu, les entreprises envisagent de recruter davantage en 2012 : l'indicateur prévisionnel des effectifs s'établit à + 16 dans le bâtiment et + 11 dans les travaux publics.

UNE SITUATION FINANCIÈRE ENCORE FRAGILE MAIS EN VOIE DE REDRESSEMENT

L'état de la trésorerie des PME du bâtiment est resté très tendu au premier semestre : 39 % des entreprises font part de difficultés, soit presque autant que fin 2010 (41 %). Cependant, les anticipations d'évolution à court terme sont meilleures, avec un indicateur prévisionnel positif à + 3.

La situation s'assouplit nettement dans les travaux publics : 35 % des entreprises déclarent des difficultés de trésorerie en mai, contre 44 % en novembre précédent et 57 % en mai 2010. L'amélioration devrait se poursuivre d'ici la fin de l'année, l'indicateur prévisionnel étant devenu positif à + 3 (après - 14).

Les performances financières obtenues en 2010 sont jugées très insuffisantes dans le bâtiment, avec un indicateur de la rentabilité récente à - 12 (contre - 17 fin 2010) et encore plus dans les TP, avec un indicateur à - 32 (après - 29). Les résultats de 2011 sont cependant attendus en hausse, tant dans la branche du bâtiment (indicateur avancé à + 12) que dans celle des travaux publics (+ 7).

COMMERCE

L'ACTIVITÉ DEMEURE SOUTENUE DANS LE COMMERCE DE GROS, CALE DANS LE COMMERCE AUTOMOBILE ET STAGNE DANS CELUI DE DÉTAIL

COMMERCE DE GROS : POURSUITE D'UNE VIVE PROGRESSION DES VENTES

Les PME du secteur prévoient une croissance annuelle de leur chiffre d'affaires de + 4,5 % en moyenne en 2011, après une progression estimée à + 5,6 % en 2010. La demande est bien orientée. L'indicateur courant des carnets de commandes a encore progressé de 14 points depuis novembre précédent, à + 4, tandis que l'indicateur prévisionnel pour les mois à venir reste très positif à + 20. Dans ce contexte très porteur, les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 sont particulièrement optimistes, avec un solde d'opinion à + 44, ce qui constitue un record sectoriel.

Les effectifs ont de nouveau vivement progressé au premier semestre, l'indicateur courant de l'emploi gagnant encore 2 points en six mois, à + 20. Avec de bonnes perspectives d'évolution de l'activité à moyen terme, les intentions d'embauche en 2012 sont très positives, l'indicateur avancé de l'emploi culminant à + 32.

Les trésoreries sont de plus en plus aisées, la fréquence des mentions de situation difficile ayant diminué d'un tiers en douze mois, à 22 %. De plus, l'état des trésoreries devrait continuer de s'assouplir d'ici la fin de l'année, l'indicateur prévisionnel étant positif à + 7.

Les résultats du dernier exercice sont jugés particulièrement satisfaisants : l'indicateur de la rentabilité récente est à + 17, au plus haut depuis trois ans. Cela constitue aussi, et de loin, le meilleur jugement sectoriel. Sans surprise, une nouvelle amélioration est escomptée pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à + 21.

COMMERCE DE DÉTAIL : LA SITUATION DEMEURE MOROSE

Après une faible progression des ventes en 2010, estimée à + 1,1 % en moyenne, les PME du secteur s'attendent à une quasi-stagnation en 2011, avec une prévision de croissance limitée à + 0,4 %. Un certain redressement est toutefois anticipé pour 2012, l'indicateur avancé de l'activité ressortant à + 18 (+ 7 en mai 2010), mais + 33 pour l'ensemble des PME.

Les effectifs continuent à être comprimés, l'indicateur courant de l'emploi demeurant légèrement négatif à - 4 (idem novembre 2010 et - 8 en mai précédent). Les perspectives d'activité étant un peu meilleures à l'horizon de 2012, les PME du commerce de

détail pourraient recommencer à créer des postes, l'indicateur avancé de l'emploi devenant positif pour la première fois depuis mai 2008, à + 13.

La situation de la trésorerie récente est considérée difficile par 36 % des entreprises, soit 5 points de plus que la moyenne des PME. En outre, aucun desserrement n'est attendu pour les prochains mois, avec un indicateur avancé négatif, à - 7, au lieu de + 5 pour l'ensemble des secteurs d'activité.

Les résultats financiers du dernier exercice sont moins mal jugés que précédemment et dans la moyenne des PME [- 2], avec un indicateur courant à - 1, contre - 9 en mai 2010. Cependant, les prévisions pour l'exercice en cours sont très mitigées, l'indicateur avancé ressortant à - 3, soit le plus faible niveau sectoriel.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : L'EMBEILLIE DE 2010 SEMBLE AVOIR TOURNÉ COURT

Après une hausse de + 3,5 % de l'activité l'an dernier, soutenue par la prime à la casse, les entreprises du secteur s'attendent au mieux à une stabilité de leur chiffre d'affaires en 2011 (+ 0,4 % en moyenne). En effet, l'indicateur courant des commandes est très négatif [- 22], de même que l'indicateur prévisionnel pour les mois à venir [- 10]. Dans un tel contexte, les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 sont les plus pessimistes de tous les secteurs d'activité, avec un indicateur avancé à + 6 seulement, contre + 33 en moyenne.

Les effectifs, qui avaient été réduits en 2010 (indicateur courant à - 13 en novembre), se sont stabilisés dans les premiers mois de 2011 (+ 2 en mai). Une faible progression est toutefois anticipée pour 2012, avec un indicateur prévisionnel à + 8, contre + 23 tous secteurs confondus.

Malgré un niveau d'activité plutôt satisfaisant en 2010, la rentabilité est considérée plutôt médiocre, le solde des opinions s'établissant à - 10, contre - 2 pour l'ensemble PME. Une relative stabilité est attendue pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel d'évolution de la rentabilité tout juste positif à + 2.

Les trésoreries se sont sensiblement assouplies au premier semestre, 30 % seulement des entreprises jugeant tendu l'état de la trésorerie récente, contre 37 % fin 2010. Cependant, les dirigeants craignent un certain durcissement à court terme, l'indicateur pour les prochains mois étant légèrement négatif, à - 3.

TRANSPORTS

LA SITUATION FINANCIÈRE TARDE À S'AMÉLIORER

PROGRESSION MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ MAIS SENSIBLE ACCÉLÉRATION DES EMBAUCHES

La prévision de croissance du chiffre d'affaires en 2011 est de + 2,3 % en moyenne, soit 1,0 point de moins que la progression estimée sur l'ensemble de l'année 2010. Une accélération relative est toutefois anticipée pour 2012, l'indicateur avancé s'établissant à + 25 (contre + 23 en mai 2010).

Le rythme des embauches s'est accéléré en début d'année, l'indicateur courant de l'emploi ayant doublé en six mois, à + 22. Il devrait cependant ralentir à moyen terme, l'indicateur avancé pour 2012 ressortant à + 12, à comparer à + 23 pour l'ensemble des PME.

UNE SITUATION FINANCIÈRE ASSEZ DIFFICILE

42 % des dirigeants des transports jugent tendue la situation de leur trésorerie récente. C'est 3 points de plus qu'en novembre précédent et aussi la plus forte proportion sectorielle. Toutefois, une certaine détente est attendue dans les prochains mois, avec un indicateur prévisionnel à + 6.

La rentabilité est toujours estimée très insuffisante, avec un indicateur courant à - 29, un record sectoriel (- 2 pour la moyenne des PME). Une légère amélioration est escomptée pour l'exercice en cours, l'indicateur avancé de la rentabilité ressortant à + 7.

TIMIDE REDÉMARRAGE ANNONCÉ DES INVESTISSEMENTS

Malgré une relative atonie de l'activité, le remplacement des véhicules s'accélère, avec pour objectif probable de réaliser des gains de productivité. Pour la première fois depuis 2007, l'indicateur courant du volume d'investissement est positif à + 3, contre - 9 en novembre précédent et - 16 en mai 2010.

TOURISME

L'ACTIVITÉ EST MOLLE MAIS L'INVESTISSEMENT REPART

L'ACTIVITÉ PLAFONNE

Sur les premiers mois de 2011, l'activité progresse sur un rythme quelque peu ralenti de + 1,3 %, contre + 2,0 % fin 2010. Cependant, les anticipations pour 2012 sont assez optimistes, avec un indicateur avancé de l'activité à + 28, voisin de la moyenne des PME (+ 33).

LES EFFECTIFS PROGRESSENT MOINS VITE

Les créations de postes se sont tassées depuis fin 2010, l'indicateur courant de l'emploi ayant perdu 5 points en six mois, à + 6, à comparer à + 11 tous secteurs d'activité confondus. Les prévisions de recrutement en 2012 sont légèrement meilleures, avec un indicateur prévisionnel à + 11, mais + 23 pour l'ensemble des PME.

UNE RENTABILITÉ ASSEZ BIEN JUGÉE DANS L'ENSEMBLE

35 % des PME disent avoir eu une situation de trésorerie difficile au cours des six derniers mois. C'est 7 % de plus qu'en novembre précédent, mais 3 points de moins qu'en mai 2010. Par ailleurs, les dirigeants anticipent une légère détente à court terme, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie positif à + 6 (+ 4 en mai 2010).

Les résultats financiers du dernier exercice sont considérés assez satisfaisants, l'indicateur courant à + 4 étant le meilleur de tous les secteurs d'activité, soit 6 points au-dessus de la moyenne. La rentabilité pourrait légèrement s'améliorer cette année, l'indicateur prévisionnel étant positif à + 6 (+ 7 en mai 2010).

DES INVESTISSEMENTS EN HAUSSE

L'indicateur courant de l'investissement est positif pour la première fois depuis 2008, à + 5, dans la moyenne des PME.

SERVICES

DÉVELOPPEMENT SOUTENU DANS LES SERVICES AUX ENTREPRISES MAIS LÉGER RALENTISSEMENT DANS LES SERVICES AUX PARTICULIERS

SERVICES AUX ENTREPRISES : RENFORCEMENT DU DYNAMISME DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI CHEZ LES "INNOVANTES"

Les PME des services aux entreprises⁽¹⁰⁾ prévoient pour 2011 une augmentation de + 5,4 % en moyenne de leur CA, après + 3,6 % en 2010. Le rythme de croissance attendue par les entreprises "innovantes"⁽¹¹⁾ est double de celui annoncé par les "non innovantes", soit respectivement + 7,1 % et + 3,8 %. La tendance devrait se prolonger en 2012, l'indicateur avancé de l'activité des premières (+ 52) dépassant de 23 points celui des secondes (+ 29).

Les entreprises innovantes recrutent beaucoup plus que les entreprises traditionnelles, l'indicateur courant de l'emploi des premières s'établissant à + 18, au lieu de + 6 chez les secondes. De la même façon, les intentions d'embauche en 2012 sont nettement supérieures chez les PME innovantes, leur indicateur avancé de l'emploi dépassant de 21 points celui des entreprises traditionnelles, à + 42.

Les trésoreries ont continué de s'assouplir : 27 % des PME des services aux entreprises signalent des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, contre 32 % en novembre précédent et 38 % en mai 2010. Il n'y a pas d'écart selon le caractère innovant ou non de l'entreprise. Pas plus en ce qui concerne les perspectives d'évolution à court terme, qui sont bonnes pour les deux catégories, avec un indicateur avancé à + 8.

Le jugement sur les résultats du dernier exercice est en nette amélioration sur un an, l'indicateur de la rentabilité récente remontant de 16 points, à + 2. Il n'y a pas de différence significative en fonction du caractère innovant de l'entreprise. Cependant, les "innovantes" sont plus optimistes pour l'exercice en cours, avec un indicateur avancé de la rentabilité à + 28, au lieu de + 13 chez les entreprises classées "non innovantes".

LES SERVICES AUX PARTICULIERS CONNAISSENT UN CERTAIN RALENTISSEMENT

Les PME du secteur⁽¹²⁾ font part d'un léger ralentissement de la progression de leur activité : la hausse du chiffre d'affaires prévue en 2011 est de + 2,8 % contre + 3,8 % en 2010. Elles sont plus optimistes pour l'année prochaine, avec un indicateur avancé de l'activité à + 29, à comparer à + 33 pour l'ensemble des PME.

Le rythme des créations de postes s'est ralenti au premier semestre, l'indicateur courant de l'emploi perdant 7 points à + 5. L'indicateur avancé pour 2012, à + 12, est bien inférieur à la moyenne des PME (+ 23).

Les trésoreries sont moins souples que fin 2010. En mai, 35 % des PME du secteur annoncent des difficultés, contre 30 % en novembre précédent. En outre, les dirigeants craignent un nouveau durcissement à court terme, avec un indicateur de la trésorerie future négatif à - 2, contre + 5 pour l'ensemble des secteurs d'activité.

La rentabilité obtenue en 2010 est assez bien jugée, l'indicateur de la rentabilité récente progressant de 7 points en un an, à + 3. C'est le meilleur niveau sectoriel, avec le tourisme et les services aux entreprises. En revanche, une quasi-stagnation est attendue pour l'exercice 2011, l'indicateur avancé étant tout juste positif à + 3, au lieu de + 15 tous secteurs confondus.

[10] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises [activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...].

[11] 49 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes". Cf. définition dans la méthodologie p. 22.

[12] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

6/Méthodologie

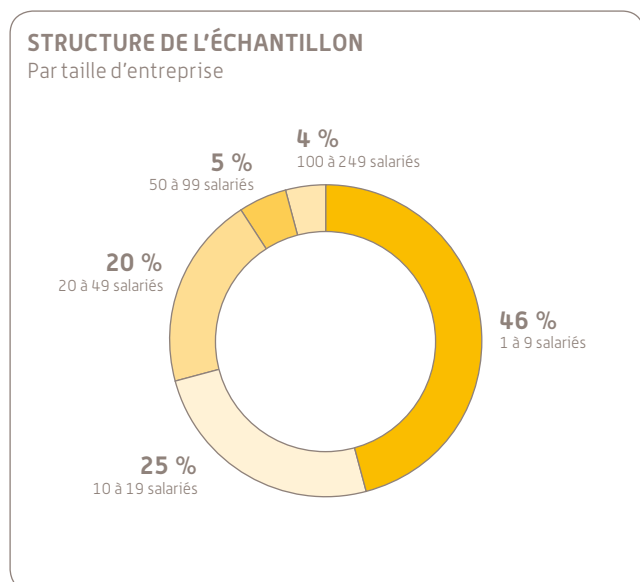
L'enquête semestrielle d'OSEO sur la conjoncture des petites et moyennes entreprises a été initiée en 1985. Le sondage est effectué chaque année en mai et novembre.

ÉCHANTILLON D'ANALYSE

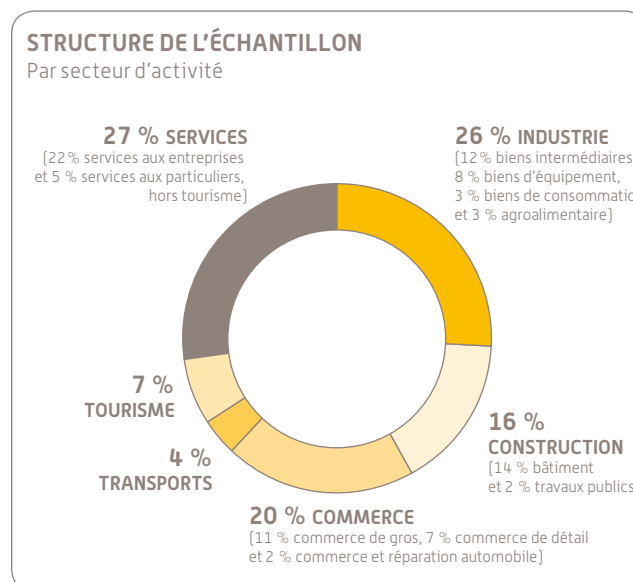
Pour cette 53^e édition, 30 000 entreprises de 1 à 249 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 3 561 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 4 et le 30 mai 2011.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 249 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).



Source: OSEO



Source: OSEO

INDICATEUR OU SOLDE D'OPINION

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ "en hausse"}) - (y \% \text{ "en baisse"})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ "aisé"}) - (y \% \text{ "difficile"})] \times 100$